

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



22 mars 2016, la terreur aveugle a encore frappé. C'est cette fois notre pays qui dénombre ses morts et ses blessés. Nous pleurons les victimes des attentats à Bruxelles, comme nous pleurons toutes les victimes innocentes de Paris, d'Irak, de Syrie, de Turquie, de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Mali et partout ailleurs où la terreur frappe aveuglément. Ces attaques nous rappellent douloureusement que la guerre et la violence ne connaissent pas de frontières.

Bombarder le terrorisme ne l'éradiquera pas

Ces attaques nous laissent sans voix. Elles n'appellent qu'incompréhension, impuissance et colère. Le soir des attentats de Paris, le gouvernement français a fait sien le langage de la vengeance et de la guerre. Les raids aériens sur la Syrie s'en sont suivis. Mais la terreur frappe en retour.

Notre réponse aux attaques terroristes à Bruxelles ne pourra pas répéter les erreurs du passé. **Voilà des années que nous sommes engagés dans « la guerre contre le terrorisme ».** Elle laisse derrière elle 1,8 million de victimes. **Cette guerre n'a apporté ni paix ni stabilité. Nulle part.** En Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, le remède a à chaque fois alimenté la maladie. Ces interventions militaires participent à la création du terreau propice au développement de groupes terroristes comme al qaïda ou l'organisation de l'État islamique. Des interventions militaires qui ignorent les racines de la haine. La violence et le terrorisme ne tombent pas du ciel.

Unanimes dans le rejet de cette violence aveugle, nos gouvernements doivent enfin lutter contre les causes profondes qui la rendent possible. **Nous devons avoir soif d'une politique cohérente** où l'économie, les politiques sociales, la diplomatie et toutes les formes d'action extérieure sont liées les unes aux autres dans un seul but : assurer la sécurité.

Mais la sécurité est bien plus que l'absence de violence. La sécurité doit viser le développement des options de vie de chaque individu et l'éradication de tout obstacle à ce développement, telles que la pauvreté, les inégalités, l'exclusion sociale ou la discrimination. Si les pays européens souscrivent à bon nombre de ces valeurs, force est de constater qu'ils ne sont pas toujours cohérents quand il s'agit de les défendre et de les propager. C'est ainsi que **la Belgique, par exemple, choisit d'investir plusieurs milliards d'euro dans des appareils**

militaires, notamment 34 avions chasseurs-bombardiers. La Région wallonne, elle, continue de livrer ses armes à des régimes peu recommandables. Nos autorités choisissent la mauvaise réponse.

#dailyracism

Nous ne devons pas tomber dans le piège des organisations terroristes qui veulent semer la haine et la division. La solidarité et l'unité doivent rester nos principes directeurs. Les auteurs des attentats à Bruxelles et à Paris ont grandi ici. Ils se sont radicalisés ici. Certains d'entre eux sont ensuite partis combattre en Irak ou en Syrie, mus par une profonde frustration vis-à-vis de la société qui les a vus grandir. Ce n'est que par un investissement dans l'éducation, l'emploi, la culture pour tous que nous pourrons dépasser ces sentiments mortifères.

Démocratie en sursis

Ces événements mettent notre démocratie en danger. Mais moins de démocratie ne saurait être la solution. Notre salut ne viendra pas par davantage de répression, mais bien par **l'investissement dans une société dans laquelle chacun trouve sa place**. Des actions musclées peuvent certes contribuer à un sentiment psychologique de sécurité. Mais même la présence de tous les contingents de **l'armée dans les rues** de Bruxelles ne réduira le risque terroriste à néant.

Le sentiment d'urgence qui découle de ces attaques entraîne des politiques qui auraient été impensables dans d'autres circonstances. Tous les moyens doivent être donnés à la police et aux tribunaux pour traduire les coupables en justice et mettre l'accent sur la prévention de tels événements pour éviter qu'ils ne se reproduisent. Mais cela doit être fait dans les limites de la démocratie et de l'État de droit.

Naïma Regueras, Présidente